



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 20/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ROQUETTE FRERES

ROUTE DU RHIN

BP 4

67930 Beinheim

Références : -

Code AIOT : 0006700404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement ROQUETTE FRERES implanté ROUTE DU RHIN BP 4 67930 Beinheim. L'inspection a été annoncée le 21/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROQUETTE FRERES
- ROUTE DU RHIN BP 4 67930 Beinheim
- Code AIOT : 0006700404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ROQUETTES FRERES exploite des installations de production d'amidon de blé, de maïs et de bioéthanol.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 9.1	Demande d'action corrective	15 jours
3	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
5	Application Arrêté Ministériel sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet
6	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection avait pour objectif de contrôler l'origine des approvisionnements en eau et le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral qui s'y rapportent ainsi que de faire le point sur les projets d'économie d'eau portés par l'établissement. Le groupe Roquette s'est fixé un objectif de réduction de son prélèvement d'eau de 30 % d'ici à 2030 par rapport à 2021. Les actions déjà engagées, ne nécessitant pas d'investissement ont déjà permis d'économiser 3 Mm³ (environ 10%) d'eau. L'inspection encourage l'exploitant dans cette action en lui rappelant de porter à sa connaissance les projets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

-utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection les actions entreprises et envisagées de façon à atteindre l'objectif de réduction de prélèvement d'eau fixé au niveau du groupe Roquette de -30 % fin 2030 par rapport à 2021.

Les postes de consommation les plus importants ont été identifiés. Les mesures prises pour réduire de 5 % le prélèvement lors de l'épisode d'alerte renforcée de juillet 2023 (voir ci-dessous), basées sur des régulations du refroidissement (baisse de débit) ont été pérennisées. Une étude interne a montré que la généralisation de ces régulations sur le site, sans investissement, permettrait d'atteindre une économie d'eau environ 2,4 Mm³. Des indicateurs d'optimisation de prélèvement, associés à une fourchette de températures de consigne ont ainsi été mis en place dans les principaux ateliers dont le suivi de la consommation d'eau est réalisé mensuellement. Un travail a également été opéré sur le maintien hors gel nécessaire en hiver afin de déterminer la température en dessous de laquelle il est nécessaire d'associer le débit à une température de consigne. Ces actions ont permis une diminution d'environ 11 % du prélèvement d'eau entre 2021 et 2024 (soit plus de 3 Mm³).

Afin de réduire le prélèvement d'eau d'environ 7 Mm³ supplémentaires, l'exploitant travaille actuellement sur un pompage en profondeur dans la Darse où la température de l'eau serait plus fraîche et constante toute l'année. L'étude se poursuit sur l'année 2025. L'inspection a rappelé qu'un porter-à-connaissance est nécessaire.

L'exploitant a également recensé d'autres actions permettant de réduire le prélèvement d'eau, permettant notamment des passages en circuit fermé. Elles nécessitent des investissements et engendrent des coûts énergétiques importants (mise en place d'aérotherme, de pompe à chaleur) et ne seront déployées que si les autres actions ne permettent pas d'atteindre l'objectif de -30 %. Un contrat Industrie Eau Climat (CIEC) est en cours de discussion avec l'agence de l'eau et devrait être signé avant l'été. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre ce contrat lorsqu'il sera signé.

Par ailleurs, en juillet 2023, suite à la parution de l'arrêté ministériel sécheresse du 30 juin 2023, le groupe Roquette a lancé une étude sécheresse afin de recenser les actions temporaires permettant de répondre aux dispositions de l'arrêté ministériel sécheresse en les associant à une cotation (coût, faisabilité, performance). L'exploitant s'est engagé à transmettre cette étude à l'inspection dès sa validation en interne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra le Contrat Industrie Eau Climat (CIEC) établi avec l'agence de l'eau lorsque celui-ci sera signé ainsi que l'étude interne sécheresse quand elle sera validée.

L'inspection rappelle que tous projets sur un site ICPE, soumis au régime de l'autorisation, l'exploitant est tenu, avant sa réalisation, d'en informer le préfet par un dossier de « porter à connaissance », avec tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article R. 181-46 II du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite**N° 2 : Approvisionnement en eau****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 9.1**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Approvisionnement en eau**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les volumes d'eaux rejetées.

L'exploitant est autorisé à prélever l'eau dans les conditions suivantes :

P o i n t d e p r é l è v e m e n t	Débit instantané maximal (m ³ /h)	Volume annuel maximal (m ³)	Usage
Darse	6 x 1000 dont 1 secours	21 000 000	Refroidissement
Nappe : forage n°199-7-56 (n°7)	750		Refroidissement Procédés Usage courant
Nappe : forage n°199-7-50 (n°2)	750	10 150 000	
Nappe : forage n°199-7-49 (n°1)	350		
Nappe : forage n°199-7-18 (n°5)	20	100 000	

Les installations de prélèvement sont munies d'un dispositif totalisateur.

Constats :

L'établissement n'est pas raccordé au réseau d'alimentation en eau potable. Les sanitaires sont alimentés par de l'eau de forage qui fait l'objet d'un traitement.

L'eau de forage est issue de 2 puits : le puits n°2 et le puits n°7 qui sont chacun équipés d'un

compteur. Concernant les 2 autres puits mentionnés dans l'arrêté :

- l'exploitant a indiqué que le puits n°5 est utilisé lors de l'arrêt annuel, lorsque les puits n°2 et 7 sont à l'arrêt. Il est utilisé pour des opérations de nettoyage. Il est équipé d'un compteur dont l'exploitant n'a pas présenté le relevé. Il a indiqué que le prélèvement était d'environ 20 m³ par an (cf constat n°4).
- lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un puits qu'il a indiqué être le puits n°1, à l'intérieur d'un bâtiment dont l'accès est consigné. Il n'est pas équipé de compteur. Postérieurement à l'inspection, sur demande de l'inspection, l'exploitant lui a fait parvenir, par courriel du 27 février 2025, un plan localisant l'ensemble des puits. Ce plan montre que le puits 1 se trouve à proximité des puits n°2 et 7 (donc pas à l'intérieur d'un bâtiment). Il est condamné par un bardage métallique, le pompage est démonté. L'exploitant s'engage, dans ce courriel, à rédiger un courrier relatif à l'arrêté définitif de ce puits n°1. Il n'indique pas à quoi correspond le puits qu'il a présenté le jour de l'inspection et qui se trouve dans un bâtiment ni son devenir. L'exploitant devra également indiquer si d'autres puits sont recensés sur le site et leur usage. Ils seront localisés un plan. S'ils ne sont pas utilisés, ils doivent faire être condamnés conformément à la réglementation.

L'eau de forage est utilisée à parts égales pour le process et pour le refroidissement.

L'eau de surface est utilisée pour le refroidissement. Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté la présence de 7 pompes et non 6 dans le local de prélèvement de l'eau de Darse ainsi qu'une fuite importante au niveau d'un des filtres. L'exploitant a indiqué que cette fuite a fait l'objet d'un avis de maintenance, lequel a été transmis à l'inspection post-visite par courriel du 27 février 2025. Cet avis de maintenance date du 21 janvier 2021. L'eau qui s'écoule de la fuite retombe dans la Darse. L'inspection demande à l'exploitant de réparer cette fuite dans les meilleurs délais.

Le prélèvement d'eau de surface est comptabilisé au moyen de 4 compteurs repérés FTDH74, FTDT80, FTLQ40, FTDU70. Seul ce dernier se trouve dans le local de prélèvement dans la Darse où se trouvent les pompes. Les autres compteurs sont répartis sur le site (cf point de contrôle n°3).

Enfin, les déclarations GERE de l'exploitant sont les suivantes :

	2022	2023	2024
eaux superficielles	23 170 289	21 937 795	19 576 962
eaux souterraines	6 961 759	6 002 122	6 197 314

Le prélèvement maximal annuel autorisé d'eau superficielle était dépassé en 2022 et 2023. Il est respecté en 2024 notamment grâce aux réductions de consommation mise en œuvre par l'exploitant (cf constat n°1).

Les relevés des compteurs présentés par l'exploitant pour l'année 2024 correspondent à la déclaration GERE (cf constat n°4) et sont cohérents avec les relevés réalisés par l'inspection sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Il convient de faire réparer la fuite constatée sur un des filtres dans le local de prélèvement de l'eau de Darse dans les meilleurs délais.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant précisera l'usage et le devenir du puits situé dans le bâtiment dont l'accès était consigné le jour de l'inspection. Il indiquera si d'autres puits sont recensés sur le site et leur usage. Ils seront localisés sur un plan. S'ils ne sont pas utilisés, ils doivent faire être condamnés conformément à la réglementation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.
<p>Constats :</p> <p>Post-visite, par courriel du 27 février 2025, l'exploitant a transmis les plans :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du réseau eau potable • du réseau incendie • de représentation des débitmètres <p>Le plan du réseau eau incendie ne permet pas de localiser l'origine de son alimentation.</p> <p>Le plan de représentation des débitmètres ne permet pas de localiser les compteurs sur le site ni de s'assurer que l'ensemble de l'eau prélevée (forage et Darse) est bien comptabilisée par les compteurs présents sur site.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter les plans de façon à faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau. Il transmettra à cet effet le plan des réseaux d'eau de forage et le réseau d'eau de Darse avec l'implantation des points de prélèvement et des compteurs ; - les secteurs et les réseaux associés (eaux potable, eaux industrielles, eaux incendie).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Il convient de compléter les plans de façon à faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau. Il transmettra à cet effet le plan des réseaux d'eau de forage et le réseau d'eau de Darse avec l'implantation des points de prélèvement et des compteurs ; - les secteurs et les réseaux associés (eaux potable, eaux industrielles, eaux incendie).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 6 février 2025 les relevés des 4 compteurs mensuels présents sur le réseau d'eau de Darse et des compteurs présents sur les puits 2 et 7. Les relevés d'index faits par l'inspection sur ces 6 compteurs sont cohérents avec ceux de l'exploitant. Les relevés de l'exploitant sont réalisés mensuellement et pas quotidiennement comme prévu par l'arrêté.</p> <p>Par ailleurs, les données de prélèvement du puits n°5 utilisé lors de l'arrêt annuel n'ont pas été présentées. Il convient de les transmettre à l'inspection ainsi que celui des autres puits qui seraient recensés sur le site (cf constat n°2).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réaliser le relevé des compteurs quotidiennement comme prévu par l'arrêté ministériel, • transmettre les données de prélèvement du puits n°5 ainsi que celui des autres puits qui seraient recensés sur le site (cf constat n°2);
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Application Arrêté Ministériel sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
--

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse- Applicabilité AM sécheresse
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. [...]
Constats : En 2024, l'établissement a prélevé 25 774 276 m ³ (déclaration GEREP), il est donc soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier

2023.

Constats :

Entre 2018 et 2024, les prélèvements ont été réduits de 15 % (GEREP 2018 : 30 217 630 m³;GEREP 2024 : 25 774 276 m³). L'exploitant a par ailleurs indiqué que des ré-utilisations d'eau existent mais n'atteignent pas 20 %. L'établissement ne peut donc pas être exempté des dispositions de l'arrêté ministériel sécheresse au titre du 2° et du 3° de l'article 3.

Les dispositions de l'arrêté ministériel sécheresse s'appliquent donc.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir paramétré le cadre GIDAF "gestion de l'eau" qui permet de réaliser les déclarations hebdomadaires des volumes prélevés à partir du stade de l'alerte renforcée. L'inspection l'invite à le faire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection invite l'exploitant à paramétrer le cadre GIDAF "gestion de l'eau" qui est utilisé afin de déclarer de façon hebdomadaire les volumes prélevés et prévisionnels à partir du stade de l'alerte renforcée.

Type de suites proposées : Sans suite